

La gauche naufragée

Par Zaki Laïdi *

(Libération, 17 juillet 2003)

Le problème de la gauche est son refus d'accepter son aggiornamento car elle voit dans ce refus la dernière digue identitaire qui la distingue de la droite libérale.

L'époque estivale, même privée de festivals, est propice aux bilans politiques. Pour la gauche, il est purement et simplement désastreux. Après avoir combattu une réforme des retraites que par calcul politique elle refusa d'engager pour ne pas gâcher ses chances aux présidentielles, la voilà qui attise les feux du spectacle en demandant au gouvernement de ne pas agréer l'accord de l'Unedic sur les intermittents. Dans les deux cas, elle fait feu sur le gouvernement tandis que, plus latéralement, mais non moins violemment, elle s'en prend à la CFDT coupable de collaboration de classe, avec la complicité gourmande de la CGT. Découvrant l'inconfort du réformisme, celle-ci revient au confort de l'opposition. La gauche politique combat des textes qui seront votés et qu'elle ne remettra pas en cause. La gauche syndicale refuse systématiquement de s'engager en faveur d'accords qui finiront par passer.

Mais ce confort précaire se payera au prix fort. Auprès des réformistes, pour qui la gauche est tragiquement discréditée. Auprès des radicaux chez qui elle ne peut être que discréditée. Au train où vont les choses, le spectre qui hante la gauche est bien celui de 1958 : une droite qui rassemble les siens sans brusquer la gauche, notamment en matière d'insécurité, une droite qui défend ses clientèles tout en réformant le pays. Elle fait de ce point de vue l'inverse de ce que Juppé avait fait : réformer à la hussarde en déstabilisant ses clientèles (hausse des impôts) tout en bousculant les bataillons de la gauche (régimes spéciaux). Si on ajoute à cela les choix diplomatiques de Jacques Chirac qui font consensus, on voit bien que même si 2003 n'est pas 1958, l'unité politique d'une droite modérée change les données du problème. Ainsi, plus la droite devient réformiste, plus la gauche se radicalise pour se démarquer. Faute d'accepter et de reconnaître que nous n'avons pas en France de droite dure, la gauche peut être tentée soit de s'enfermer dans la surenchère, soit de faire, une fois au pouvoir, le contraire de ce qu'elle prêchait dans l'opposition. Souvenons-nous de l'épisode Vilvorde.

Dans ce schéma, la CGT émancipée d'un PC devenu groupusculaire, ferait alliance avec le PS, tandis que les Verts décimés, passeraient dans l'orbite de l'extrême gauche. N'est-ce pas, après tout, celui qui qualifia la droite de «*la plus bête du monde*» qui lui permit de rester le plus longtemps au pouvoir ? N'est-ce pas ce refus de la réalité qui ruina le Old Labour en permettant la victoire de Margaret Thatcher ?

Pourquoi la gauche en est-elle arrivée là ? La raison fondamentale en est simple : la gauche n'a pas tiré les leçons du 21 avril. Et si elle l'avait fait, elle se rendrait compte que le 21 avril marquait la mort du processus d'Epinay et signifiait donc implicitement la disparition du PS sous sa forme actuelle.

Certes, la gauche prétend avoir fait son examen de conscience. Elle se veut plus à l'écoute des militants et plus vigoureuse dans son opposition pour bien signifier que son action ne se confond pas avec celle de la droite. Mais cette rhétorique tourne à vide. Dans les faits, rien n'a changé.

Le PS n'a donné aucune explication de fond à son échec. La responsabilité de son principal artisan est soigneusement laissée de côté. Chaque responsable se déclare prêt à prendre sa part de responsabilité dans l'échec mais aucun n'a jamais défini le contenu de celle-ci. Au demeurant, le leadership d'hier est celui d'aujourd'hui. Le plus grave est que les opposants à la ligne majoritaire ont presque tous campé sur une ligne «maximaliste» qui consiste à dire que si la gauche a perdu, c'est parce qu'elle n'est plus assez à gauche. Plus à gauche voulant naturellement dire plus étatiste, plus volontariste et plus irréaliste.

Pourquoi tout cela ? La réponse a été donnée à Dijon dans le discours de clôture du Premier secrétaire du PS : le refus persistant de faire l'aggiornamento idéologique du PS. En refusant de faire son Bad Godesberg, comme cela a été explicitement rappelé à Dijon, le parti socialiste fait le raisonnement suivant : nous avons suffisamment fait de concessions à l'idéologie dominante pour qu'en plus on nous demande de le reconnaître. Le changement est donc vécu sur le mode d'une insupportable expiation que l'on cherche à atténuer par le recours à l'évitement et au déni. L'évitement, c'est le refus de prendre la mesure des problèmes tels qu'ils se présentent réellement. Le déni, c'est le refus aveuglant d'admettre que le gouvernement actuel est un gouvernement réformiste et pas seulement un gouvernement de droite. L'espace idéologique du PS est donc d'autant plus réduit qu'en Europe, c'est bien la tendance réformiste qui progresse. En Allemagne, le chancelier Schröder a bien fini par se rendre à l'évidence : les problèmes de l'Allemagne ne sont pas liés à l'insupportable pression libérale mais à un puissant conservatisme de gauche désormais sur la défensive.

Certes, on pourra rétorquer que les vieilles références idéologiques n'ont plus grand sens, que personne ne sait ce que fut le congrès de Bad Godesberg, et que les militants ont besoin de références concrètes. Mais outre le fait qu'il est assez piquant de voir un parti de gauche négliger à ce point les questions idéologiques, cette explication est un faux-fuyant pour éviter des remises en cause trop profondes.

On ne le répétera jamais assez : le drame du PS vient du fait qu'il n'a jamais été un parti social-démocrate. C'est avant tout un parti d'élus coiffés par une élite d'une indiscutable qualité mais pour qui le parti n'est qu'une machine qu'il faut soit instrumentaliser, soit neutraliser.

La conséquence de cela est que le PS est un parti sans espace naturel en dehors de ses élus. De fait, et en dehors des élections, il apparaît comme un parti gazeux au-dessus d'une réalité sociale qu'il ignore profondément. Qui, au sein de ce parti, connaît véritablement le monde de l'entreprise et ses enjeux ? Qui, au sein de ce parti connaît véritablement le monde déstructuré des banlieues ? La désaffection des milieux populaires vis-à-vis de la gauche n'est pas le résultat de sa prétendue modération, mais de son incapacité profonde à trouver des relais dans la société. La cooptation récente et incessante au sein des instances dirigeantes de responsables associatifs aggrave le problème car, une fois entrés dans le «système du parti», ils se trouvent contraints pour survivre d'en intérioriser les codes et les intrigues avec un zèle de convertis.

Du coup, et même si aucun responsable de ce parti ne l'admettra, les deux seuls référents idéologiques de ce parti sont l'Etat et la Révolution. Naturellement, parler d'un parti qui oscillerait entre l'Etat et la Révolution peut sembler étrange au XXI^e siècle. Mais si l'on examine la réalité, c'est bien ce modèle qui structure l'imaginaire politique de la gauche.

L'Etat d'abord. Il est, pour la gauche, le levier essentiel et quasi exclusif de l'action collective. Certes, la plupart des responsables de la gauche disent qu'ils ne sont plus «étatistes». Mais les dénégations ne changent rien à l'affaire. Dès qu'elle est au pouvoir, la gauche est incapable d'identifier d'autres leviers d'action que ceux de l'Etat. C'est la raison pour laquelle elle réussit parfaitement à réaliser certaines réformes profondes, modernes et socialement justes comme la CMU, le RMI ou la CSG parce que, sur ces registres d'action publique classique, elle est à son affaire. On peut dire que les emplois-jeunes relèvent aussi de ce registre où la gauche peut donner le meilleur d'elle-même. Mais dès qu'on sort de ce registre, où l'action publique permet de réaliser des fonctions d'égalité sans grands effets pervers, cette même gauche est totalement perdue. Son échec le plus retentissant est dans ce domaine, le social, où la gauche au pouvoir a systématiquement combattu le dialogue social en diabolisant le Medef et en cherchant méticuleusement à marginaliser la CFDT, jugée collaborationniste.

Il n'est pas exagéré de dire que la gauche au pouvoir a contribué à aggraver la faiblesse majeure de ce pays : la faiblesse entretenue des médiations sociales. De ce point de vue, l'accueil triomphal fait à Bernard Thibault à Dijon n'est pas un accident. Il est dans la droite ligne idéologique d'un parti qui tient en haute suspicion le syndicalisme autonome. C'est à cela que l'on voit qu'il ne suffit pas de se dire réformiste pour l'être, qu'il ne suffit pas de se dire libéré du carcan étatiste pour l'être vraiment. Si la gauche était authentiquement réformiste et soucieuse de respecter et d'étendre l'autonomie des acteurs sociaux, elle pourrait agir dans deux directions essentielles : reconnaître valeur constitutionnelle au Protocole social du Traité de Maastricht qui prévoit d'entériner toute démarche contractuelle entre les partenaires sociaux, remettre en cause une partie du code du Travail, véritable livre rouge de la gauche, mais qui, au travers de nombreuses dispositions, accentue la dépossession des partenaires sociaux au profit de l'Etat et entretient ainsi la désyndicalisation du pays. Pourquoi se syndiquer si en dernier ressort, c'est l'Etat qui décide ? Or, au sein de la gauche, ce radicalisme étatique est tendanciellement amené à s'accroître, car le domaine social est le dernier refuge où elle pense pouvoir agir - tant l'économie est désormais mondialisée. Fonder son projet politique sur l'extension du champ des responsabilités du monde syndical ou de la négociation sociale est insupportable à la gauche car cela l'amènerait à se poser la question suivante : oui, mais qu'avons-nous à gagner là-dedans ? Tout le problème est là. La gauche ne peut croire qu'en l'Etat, au moment où l'Etat, tel qu'elle l'imagine, peut de moins en moins.

Une fois dans l'opposition, la gauche n'abandonne ni son histoire ni ses réflexes. Simplement, elle change de registre. Elle passe là de l'Etat à la Révolution. Certes, on rétorquera qu'elle ne veut ni ne croit à la Révolution et que son expérience du pouvoir l'atteste. Mais le drame de la gauche vient du fait qu'elle ne fait aucune différence entre pratique politique et culture politique. Parce que sa pratique est réformiste, elle croit que sa culture politique est réformiste.

Or, tel n'est pas le cas. Au sein du PS se superposent deux cultures politiques : la culture d'élus qui est, elle, très traditionnelle et en rien différente de celle de tous les élus, et une culture de la Révolution qui sert de guide idéologique. Qu'on en juge: au Congrès de Dijon, on a encore présenté le PS comme le parti de la transformation, par opposition à l'accompagnement. Mais tout le monde sait que cette différence n'a aucun sens.

En fait, un parti politique moderne, même de gauche, ne peut plus avoir pour visée de transformer la société. La société se transforme d'elle-même selon des modalités complexes où les vécus des individus sont le point nodal à partir duquel la réalité sociale se transforme.

Une gauche peut contribuer aux transformations d'une société. Mais prétendre déterminer le rythme de ces transformations n'a plus grand sens. On l'a vu quelques semaines après, dans l'affaire des retraites. Le PS a commencé par exiger le retrait complet du projet, au nom d'une alternative, avant de se replier piteusement vers une contestation plus ciblée.

De surcroît, on sait très bien que, faute d'imagination et de clarification idéologique, la mystique de la transformation sociale est aujourd'hui supplantée massivement à gauche non pas par l'idéal de la transformation, mais par celui de la conservation. Certes, ce conservatisme est souvent habillé du langage des acquis sociaux dont certains d'ailleurs sont parfaitement défendables. Mais on sait bien que cet habillage recouvre aussi la conservation de positions acquises, de privilèges, de dérogations au droit commun, d'inégalités flagrantes d'accès aux services publics dont l'Etat est pourtant le garant.

Le problème politique fondamental de la gauche tient à son refus persistant d'accepter son aggiornamento, car elle voit dans ce refus la dernière digue identitaire qui lui permettrait de se distinguer de la droite libérale. Pour sortir de l'embarras, elle parle de «réformisme de gauche». Mais ce concept est un concept creux sans aucune substance. Au demeurant, les perspectives de ce réformisme ne sont pas explicitées. Le plus frappant est que le discours de la gauche est devenu un discours systématiquement pessimiste sur l'ordre social et l'ordre du monde. Naturellement, on peut y voir le recours à une ressource politique pour combattre une droite accusée de tous les maux. Mais le mal est bien plus profond.

La gauche est devenue socialement pessimiste car elle n'a aucune perspective à offrir sinon la restauration du monde des Trente Glorieuses qui ne reviendront jamais. Cet impossible retour la prépare sereinement au naufrage.

* **Zaki Laïdi** est politologue. Auteur de «la Gauche à venir», Aube 2002.